

Crise dans l'Education

# Les mercenaires de l'Education

**Virginie Boucka**

Des enseignants qui prennent des heures de cours dans plusieurs établissements au détriment de l'efficacité, des « cours de soutien » érigés en sésame pour accéder en classe supérieure, on assiste à une véritable « mercenarisation » de l'Education dans la capitale économique. Ils sont, pour la plupart, fonctionnaires ou contractuels de l'Etat en service dans les collèges et lycées publics ou reconnus d'utilité publique. Une fois leur emploi du temps en main, ils vont à l'assaut des collèges et lycées privés, à la chasse aux heures de cours rémunérées. On les retrouve à Bilingue, IPEST, Rapotchombo, Charles Lwanga... Le problème est que ces professeurs ont très souvent dans leurs établissements d'origine le volume horaire hebdomadaire recommandé par la tutelle. Et si on n'ose pas aller au-delà, c'est par souci d'efficacité, croit-on savoir. Un enseignant qui a déjà 18 heures ou 22 heures de cours, selon la catégorie, devrait donc s'abstenir de solliciter des heures de cours dans un autre établissement. Il appartient donc aux responsables des collèges et lycées privés et

surtout à la direction d'académie provinciale de veiller à ce qu'il en soit ainsi. Ce qui n'est malheureusement pas le cas. On retrouve alors des enseignants avec plus de 25, voire 30 heures de cours par semaine, voltigeant entre plusieurs établissements. On se demande comment on peut travailler efficacement en slalomant et en jonglant de cette manière. Il va sans dire que le travail de l'enseignant nécessite beaucoup de temps entre la préparation des cours et la correction des copies. Ceux qui se surchargent de la sorte mettent en priorité l'argent et sacrifient ainsi la formation des enfants qui leur sont confiés. Eux-mêmes appellent cela, sans vergogne, le « mercenariat », un terme qui en dit long sur les vraies motivations de ces chasseurs d'espèces sonnantes et trébuchantes. En remettant de l'ordre à ce niveau, la direction d'académie provinciale agira dans l'intérêt des enfants dont la formation est bâclée et elle pourrait ainsi ouvrir les portes à plusieurs jeunes en quête d'emploi. Nombreux sont des frères africains qui sont recrutés dans des établissements publics avec une licence ou une maîtrise, alors qu'il y a des compatriotes qui ont le même profil, mais sont



Un attroupement d'élèves, l'année dernière, lors d'une manifestation..

au chômage. En exigeant aux établissements privés d'avoir leurs propres enseignants, on pourrait également contribuer à résorber le chômage. Un autre point à la mode dans les collèges et lycées de la ville concerne les « cours de soutien ». Le phénomène a pris des proportions inquiétantes au point où, parfois, pour aller en classe supérieure, les enfants sont obligés de se faire encadrer par leurs enseignants en dehors des heures réglementaires. « Il y a des enseignants qui, à la rentrée, font tout pour attribuer des notes exécrables lors du premier devoir. Une

manière de faire peur aux parents qui, inquiets du niveau de leurs enfants, sont obligés de solliciter des cours de soutien », raconte un censeur. Ainsi, l'enfant qui semblait nul dans une matière, devient subitement brillant lorsqu'il est encadré en dehors du cours normal par le même

enseignant. « Généralement, l'enseignant ramène les exercices travaillés en privé pendant les devoirs ou les compositions. Ce qui donne évidemment un avantage aux élèves qu'il encadre en cours de soutien. C'est de la tricherie. Cela se fait ressentir, car la plupart du temps, ces en-

fants sont condamnés à prendre les cours de soutien tout au long de leur cursus. Ce qui n'est pas normal », explique le même censeur.

Les cours de soutien sont donc devenus un véritable fonds de commerce pour plusieurs enseignants, surtout ceux des matières scientifiques. Et le coût de la séance n'est malheureusement pas à la portée de toutes les bourses. Ainsi, pour deux séances dans la semaine, un élève peut payer jusqu'à 50 000 Fcfa par mois. Et il est courant qu'un enseignant se retrouve avec plus de la moitié des élèves de sa classe en cours de soutien. Entre un emploi du temps hyperchargé, des cours de soutien, la préparation des cours et la correction des copies, il va sans dire que l'Education est aujourd'hui sacrifiée sur l'autel de l'appât du gain. Et ce sera toujours ainsi jusqu'à ce que la DAP et le ministère de tutelle réagissent pour mettre un terme à cette chienlit.

## Vie des entreprises

# Robert Services dans la tourmente

**VB**

Les choses ne semblent vraiment pas s'arran-

